

Mécanisme de coopération renforcée méditerranéen

Le Dialogue 5+5 a une capacité de transformation plus importante que les politiques existantes et peut dynamiser l'intégration de toute la région.

Senén Florensa

L'intégration sous-régionale au nord et au sud de la Méditerranée occidentale est à la fois un terrain inexploré et une preuve des avantages que peuvent apporter des coopérations renforcées. Bon nombre des initiatives des 20 dernières années entre les gouvernements du Dialogue 5+5 (France, Italie, Espagne, Portugal et Malte du côté européen et Algérie, Maroc, Libye, Tunisie et Mauritanie du côté nordafricain), étaient axées sur des mesures de coordination comme la coopération en matière de politique extérieure, de migration, de défense, de transports, de tourisme, d'environnement ou d'éducation. Grâce à la tenue de diverses réunions ministérielles et de haut niveau, les pays membres du 5+5 ont constitué peu à peu un forum informel de dialogue sous-régional pour identifier des domaines d'intérêt partagé et pour promouvoir les relations entre l'Union européenne et l'Union du Maghreb arabe.

Mais aujourd'hui la situation politique des deux rives de la Méditerranée demande que ces efforts de coordination intergouvernementale se transforment en une véritable coopération renforcée afin de promouvoir la globalité des relations euroméditerranéennes en impliquant les acteurs du secteur privé et de l'entreprise. Dans ce but, l'Institut européen de la Méditerranée (IE-Med), l'Union pour la Méditerranée (UpM) et Casa del Mediterraneo ont organisé fin octobre 2013 à Barcelone le premier Forum économique de la Méditerranée occidentale, en application du mandat conféré par des chefs d'État et du gouvernement lors de leur dernier sommet qui s'était tenu un an auparavant à Malte.

Le Forum a porté sur des aspects présentant un grand potentiel transformateur pour la sous-région de la Méditerranée occidentale. Les circonstances actuelles dans les pays méditerranéens de l'UE et de la rive sud de la Méditerranée réclament de plus grands efforts eu égard à une coopération socioéconomique et commerciale. D'une part, la sortie de crise dans les pays du sud de l'UE exige de plus grandes doses de projection extérieure et de diplomatie économique. Et d'autre part, les pays du *Printemps arabe* doivent répondre aux demandes de création d'emplois et de développement socioéconomique par des réformes politiques, un renforcement du

commerce inter et intra-régional et par la croissance des exportations.

Il existe en effet de nombreuses complémentarités entre les pays du 5+5. Ces pays représentent un marché de plus de 273 millions de personnes. Leur produit intérieur brut (PIB) total dépasse celui de la troisième économie mondiale, le Japon, tandis que le PIB des pays maghrébins représente un tiers du total du PIB de l'Afrique du nord et du Moyen-Orient. Les relations de commerce et d'investissement quant à elles ont représenté plus de 90 milliards d'euros en 2012.

Au niveau bilatéral, les pays du sud de la Méditerranée dirigent une bonne partie de leurs exportations vers les marchés de l'UE. La Tunisie qui destine 70 % de ses exportations vers l'Europe, est un bon exemple des étroites relations qu'elle maintient avec nos économies. Le Maroc, de son côté, exporte plus de 50 % de sa production vers les marchés européens. Les complémentarités économiques des deux régions sont aussi évidentes dans les secteurs du tourisme ou de l'énergie et dans la coopération au développement ou les transferts d'argent des émigrés.

Cependant, le potentiel de coopération économique entre les pays du 5+5 serait encore plus accru en remédiant aux faiblesses existantes en matière d'intégration. Le niveau du commerce intramaghrébin présente le chiffre le plus bas du monde par rapport à d'autres blocs commerciaux régionaux comme l'Asie du sud-est. En 2007, le commerce entre les pays du Maghreb a représenté seulement 2 % de leur PIB combiné et moins de 3 % du total du commerce de la sous-région, selon la Banque mondiale. Cet organisme prévoit que le PIB par habitant de pays comme le Maroc, l'Algérie ou la Tunisie pourrait doubler entre 2005 et 2015 si l'intégration régionale exploitait tout son potentiel. C'est pourquoi on calcule que le coût du « non Maghreb » – ou de l'absence d'intégration entre les économies de l'Afrique du Nord – représente une perte de l'ordre de 2 à 3 % du PIB annuel pour chaque pays.

Les raisons de cette absence d'intégration sont nombreuses, comme la présence de barrières tarifaires et non tarifaires au commerce, l'absence d'un environnement

favorable aux investissements, des coûts élevés de transport, de logistique et de communication, le manque de diversification des économies et les conflits bilatéraux entre pays. Une grande partie des économies maghrébines ayant tendance à prioriser leurs relations bilatérales avec les marchés européens a constitué aussi un frein à de plus grands quotas d'intégration sous-régionale.

Le Forum tenu à Barcelone a jeté les bases du débat sur les déficits d'intégration économique entre les pays du 5+5. Il a réuni les ministres des Affaires étrangères et d'autres représentants gouvernementaux des 10 pays et plus de 300 représentants des opérateurs économiques de la Méditerranée occidentale, y compris des chefs d'entreprises, des représentants d'associations patronales, de la société civile et des experts.

Son objectif visait à conjuguer leurs efforts pour identifier des politiques de renforcement des échanges commerciaux entre les pays du Maghreb et d'intégration économique en Méditerranée occidentale. Entre autres aspects, les défis du travail de ces économies, les obstacles à la création de petites et moyennes entreprises, le développement urbain, le financement de projets de développement, le renforcement des services publics ou l'arbitrage dans la Méditerranée ont été passés en revue.

Mais ne tombons pas dans l'erreur de croire que les résultats du Forum s'inscrivent uniquement dans le cadre de la région méditerranéenne occidentale. La croissance de l'intégration entre les pays du 5+5 doit aussi servir à faciliter les processus d'intégration régionale au-delà du Maghreb. Le Machrek peut atteindre des quotas plus importants de coopération sous-régionale et d'intégration avec l'UE s'il existe un précédent positif au Maghreb. En effet, la création de forums de coopération régionale comme le Processus de Barcelone – et par conséquent le rapprochement entre les deux rives de la Méditerranée – a servi à faciliter la coopération sous-régionale dans le cadre de l'UMA et du 5+5.

Par ailleurs, les participants au Forum ont aussi abordé l'intégration en Méditerranée occidentale et leur relation avec d'autres régions ayant un impact croissant sur la stabilité du Maghreb. C'est le cas des pays du Golfe ou de l'Afrique subsaharienne, dont les relations économiques et commerciales avec les pays de l'Afrique du nord se sont développées au cours des dernières années. Les pays maghrébins peuvent constituer une plate-forme privilégiée d'interrelation et de préparation de projets euromaghrébins avec l'Afrique subsaharienne. Ceci contribuerait aussi à améliorer la gestion des défis partagés entre l'Europe, l'Afrique subsaharienne et le



Photo de famille du Forum économique de la Méditerranée occidentale. Barcelone, octobre 2013./

Maghreb, y compris les flux migratoires, le trafic illicite ou le terrorisme.

L'approfondissement de l'intégration maghrébine doit aussi se convertir en un espace de coopération renforcée pour progresser sur la voie des relations euro-méditerranéennes. Certains craignent que l'élargissement des quotas de coopération entre certains pays européens et du sud de la Méditerranée puisse s'avérer contre-productif pour l'ensemble de la coopération entre l'UE et ses voisins du Sud. Cependant, l'histoire des processus d'intégration régionale et sous-régionale nous a démontré que les coopérations renforcées constituent un élément servant à stimuler l'intégration de ceux qui, au départ, en sont exclus.

C'est le cas du processus de construction européenne qui comptait à l'origine six pays fondateurs auxquels se sont joints 22 autres pour former aujourd'hui l'union de 28 États membres. À terme, de nouveaux pays y adhéreront, confirmant ainsi le succès que représentent les processus d'élargissement subséquents pour la politique extérieure du continent. Par ailleurs, l'Union économique et monétaire ou l'espace Schengen sont également des exemples d'effets positifs pour l'intégration européenne d'initiatives destinées au départ à un groupe restreint de pays.

La consolidation d'un espace de coopération renforcée entre les pays du 5+5 pourrait donc dynamiser l'intégration régionale à trois niveaux différentes : entre les États du sud de la Méditerranée qui font partie du Dialogue 5+5, en facilitant la coopération sous-régionale au Maghreb; entre ces États et leurs partenaires européens; et entre les sous-régions du Maghreb et le Ma-

Commerce de marchandises : Exportations, 2011

	Algérie	France	% sur les pays 5+5					% sur le total exportations					
			Italie	Libye	Malte	Mauritanie	Maroc	Portugal	Espagne	Tunisie	5+5 nord	5+5 sud	5+5
Algérie	23,7	37,8	0,0	0,1	0,0	3,3	6,7	26,0	2,4	35,5	2,2	37,6	
France	6,9		41,2	0,3	0,5	0,2	5,2	4,8	36,7	4,3	16,5	3,4	19,8
Italie	4,0	57,0		0,8	1,9	0,0	1,9	4,3	26,0	4,0	18,0	2,2	20,2
Libye	0,1	27,1	54,2		0,1	0,0	0,2	1,0	11,9	5,4	47,4	2,8	50,2
Malte	0,1	38,8	32,0	6,5		0,0	2,2	2,1	9,0	9,3	13,3	2,9	16,3
Mauritanie	0,0	36,5	39,6	0,0	0,0		0,1	2,1	21,3	0,3	22,3	0,1	22,4
Maroc	2,2	43,4	8,8	0,3	0,1	1,1		2,8	40,1	1,2	45,7	2,3	48,0
Portugal	2,1	27,8	8,6	0,1	0,1	0,0	2,4		58,0	0,8	39,8	2,3	42,0
Espagne	3,1	47,7	21,1	0,1	0,3	0,2	5,1	21,3		1,1	34,0	3,6	37,6
Tunisie	4,0	46,7	32,9	6,7	0,4	0,2	2,0	0,6	6,5		57,2	8,5	65,7
Monde	2,4	39,2	29,9	0,4	0,9	0,2	2,2	4,4	19,2	1,3	9,6	0,7	10,3

Commerce de marchandises : Importations, 2011

	Algérie	France	% sur les pays 5+5					% sur le total importations					
			Italie	Libye	Malte	Mauritanie	Maroc	Portugal	Espagne	Tunisie	5+5 nord	5+5 sud	5+5
Algérie	43,2	28,4	0,0	0,0	0,0	1,5	3,3	20,8	2,7	33,4	1,5	34,9	
France	5,1		42,7	2,3	0,3	0,2	3,7	5,6	35,3	4,7	14,2	2,7	16,9
Italie	12,0	48,4		5,8	0,4	0,3	0,9	2,3	26,2	3,7	13,3	3,9	17,2
Libye	0,5	17,2	35,7		2,1	0,0	1,2	0,7	6,3	36,2	18,3	11,1	29,4
Malte	0,5	18,6	69,8	0,2		0,0	0,1	1,0	9,3	0,4	23,7	0,3	24,0
Mauritanie	0,1	43,0	5,8	0,0	0,0		16,0	1,1	30,1	3,9	17,5	4,3	21,8
Maroc	7,0	39,0	14,7	0,1	0,2	0,0		4,9	32,3	1,8	31,7	3,1	34,8
Portugal	4,0	15,0	12,0	0,0	0,1	0,0	0,6		68,2	0,1	43,4	2,2	45,6
Espagne	8,6	43,0	26,0	1,1	0,1	0,2	4,6	15,6		0,9	21,4	3,9	25,2
Tunisie	6,0	41,5	35,9	0,2	2,8	0,0	0,9	2,0	10,7		41,0	3,1	44,1
Monde	4,7	38,1	31,7	1,2	0,4	0,2	1,4	3,7	17,5	1,2	7,9	0,8	8,7

Source : CNUCED

chrek, qui pourrait intensifier, sur la base d'un exemple de réussite semblable, sa propre coopération interne et externe. Comme le constate la Banque mondiale, « l'intégration avec l'UE pourrait dynamiser l'intégration sous-régionale au sein du Maghreb, étant donné qu'elle permet aux pays concernés d'harmoniser leurs politiques commerciales avec l'UE et d'accroître leur compétitivité sur les marchés internationaux, sans que cela empêche d'avancer vers la création d'un environnement favorable à une plus grande intégration commerciale au Maghreb ».

Jean Monnet, l'un des pères fondateurs de l'UE, disait que « Rien n'est possible sans les hommes, mais rien n'est durable sans les institutions ». Le processus d'impulsion de l'intégration en Méditerranée occidentale à partir du 5+5 doit se fonder sur un solide réseau de coopération gouvernementale et entre les 10 États et leurs sociétés civiles. Autrement dit, le Forum économique de la Méditerranée occidentale et d'autres cadres de coopération du 5+5, doivent s'engager à normaliser leur institutionnalisation sans pour autant qu'il faille obligatoirement créer de nouvelles structures supranationales. La coopération renforcée émanant du 5+5 doit se servir du réseau d'institutions qui soutiennent les relations euroméditerranéennes, en particulier l'UpM.

En associant leur coopération à cet organe intergouvernemental de 43 États dont le siège du secrétariat est à Barcelone, les pays du 5+5 parviendront à irradier les avantages de l'intégration sous-régionale au reste des membres de l'UpM. Ce qui permettra de renforcer les relations euroméditerranéennes sur la base d'expériences de réussite partagées et d'empêcher que les promesses de coopération entre les deux rives de la Méditerranée se voient compromises par l'existence de conflits régionaux.

Le Dialogue 5+5 a la capacité d'aller plus loin que les relations bilatérales entre les pays du sud de la Méditerranée et l'UE comme un champ de coopération renforcée permettant, en application du principe de géométrie variable actuellement en vigueur, d'approfondir la mise en œuvre des instruments de la politique de voisinage et du reste des politiques communautaires européennes. Il peut ainsi se convertir en une initiative privilégiée de coopération et d'intégration capable de réaliser plus de changements que des relations de voisinage à court de concrétion et de progrès. Aujourd'hui plus que jamais, il est nécessaire que des initiatives comme le Forum économique de Barcelone capitalisent un appui politique durable pour évoluer rapidement vers des mécanismes permanents de coopération renforcée en Méditerranée. ■